A Hong Kong, une première concession de la cheffe de l'exécutif

jeudi 5 septembre 2019, par [BOUGON François](#) (Date de rédaction antérieure : 4 septembre 2019).

La cheffe de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, a annoncé mercredi 4 septembre le retrait pur et simple de son projet controversé d'extradition vers la Chine pour tenter de mettre fin à l'une des crises politiques les plus graves depuis la rétrocession en 1997. Elle rejette cependant les autres revendications, en particulier la création d'une commission d'enquête indépendante sur les violences policières.

Après les remords, voici venu le temps des premières concessions pour la cheffe de l'exécutif de Hong Kong : après plus de deux mois de manifestations émaillées de violences et d'affrontements avec la police, Carrie Lam a annoncé, lors d'une intervention télévisée mercredi 4 septembre, le retrait pur et simple de son projet de traité d'extradition vers la Chine « afin d'apaiser complètement les inquiétudes du public ».

Ce texte était accueilli par une grande majorité de la population de l'ancienne colonie britannique comme un nouveau signe de l'emprise grandissante de Pékin, le tout au détriment des libertés dont elle est censée jouir, au moins jusqu'en 2047, date de la fin programmée de la formule « un pays, deux systèmes » imaginée dans les années 1980 par Margaret Thatcher et le pragmatique Deng Xiaoping pour intégrer Hong Kong la capitaliste à la Chine communiste.

Cet abandon est la principale des cinq revendications des opposants. Certes, Carrie Lam avait déjà annoncé la suspension du texte en juin puis en juillet - elle avait ainsi employé en chinois une expression signifiant « mourir de sa belle mort » -, mais la formulation n'avait pas trouvé grâce à leurs yeux. Après un week-end marqué par de nouvelles tensions, l'agence Reuters a diffusé lundi un extrait vidéo d'une rencontre de M^{me} Lam avec des hommes d'affaires qui a eu lieu la semaine dernière : elle y évoque notamment ses erreurs. « Pour une cheffe de l'exécutif, avoir causé cet immense chaos est impardonnable. Si j'ai le choix, la première chose que je ferai c'est de partir, après avoir présenté mes excuses les plus profondes », l'entend-on dire.

Pourtant le lendemain, en conférence de presse, tout en regrettant la diffusion de ses propos et niant toute manipulation médiatique de sa part, elle a démenti vouloir passer la main. Et ce mercredi, dans son adresse télévisée de cinq minutes, la voix posée, dans un décor sobre - une plante verte, quelques livres et une lampe -, elle a donc annoncé abandonner ce projet de texte qui a provoqué cette crise politique.

Elle a néanmoins rejeté les autres revendications, en particulier la demande d'une commission d'enquête indépendante sur les violences policières. Carrie Lam a expliqué placer toute sa confiance dans un organisme déjà existant, l'IPCC (Independent Police Complaints Council), où deux nouvelles personnalités seront nommées. D'ailleurs, a-t-elle souligné, une enquête est en cours sur la manière dont les manifestations ont été gérées depuis le 9 juin par la police, et ses conclusions seront rendues publiques. Elle a, à ce propos, mentionné l'incident de la station de métro de Yuen Long le 21 juillet, où des hommes de main accusés d'appartenir aux triades locales avaient tabassé des manifestants. La police avait été accusée d'avoir tardé à intervenir.

Sur la libération sans poursuite des manifestants arrêtés, elle a soutenu que ce serait une atteinte à l'État de droit : « Ce n'est pas acceptable. » Enfin, s'adressant à ceux qui dénoncent les inégalités croissantes dans le territoire, elle a expliqué vouloir réunir les professionnels et des chercheurs pour comprendre, là encore, les « problèmes profondément ancrés dans la société » et les résoudre.

Pour Éric Sautédé, analyste politique basé à Hong Kong, « c'est le premier geste politique fort depuis juin, jusque-là on avait seulement vu une répression musclée. Là on entre dans une nouvelle phase, avec la volonté d'instaurer un dialogue. Encore faudra-t-il qu'elle trouve des interlocuteurs ». Carrie Lam a en effet expliqué vouloir renouer le dialogue avec la population à travers des réunions de terrain. « Nous devons trouver des moyens de répondre au mécontentement de la société et nous pencher sur des solutions », a-t-elle dit.

Sera-ce suffisant pour sortir de l'impasse actuelle ?

« On peut se demander si ce n'est pas **trop tard et trop peu** », juge le sinologue Jean-Pierre Cabestan, professeur à l'Université baptiste de Hong Kong.

« **Trop peu, trop tard** », c'est d'ailleurs ce qu'a dit Claudia Mo, l'une des figures de l'opposition pro-démocratie au conseil législatif.

Les opposants voient dans le discours de Carrie Lam une volonté de diviser le mouvement.

Sur Twitter, un autre élu de l'opposition, Ray Chan, a ainsi fait part de ses réserves : « *Nous devons être prudents. Maintenant Carrie Lam pourrait utiliser ce retrait de la loi comme un prétexte pour désigner les manifestants comme des auteurs de violences.* »

Et un moyen, bien évidemment, de poursuivre la répression policière et judiciaire de ceux qui vont continuer la lutte et réclamer d'être entendus sur la totalité des cinq revendications.

P.-S.

<https://www.mediapart.fr/journal/international/040919/hong-kong-une-premiere-concession-de-la-cheffe-de-l-executif>